

# L'Humanité

# Le Rouge



Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi  
31 janvier 1976

No 420  
1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 47 291

## L'intervention étrangère en Angola

L'Union soviétique vient de déclarer qu'elle « n'était pas opposée à une solution négociée » du conflit angolais. Voilà qui n'est pas sans jeter — à dessein — la plus grande confusion dans l'opinion mondiale et en France même, sur les buts réels recherchés par l'URSS, depuis qu'elle est intervenue directement en Angola. La machine de propagande et d'intoxication du social-impérialisme russe est en pleine action, et il faut rappeler des faits, pourtant connus de tous, pour y voir plus clair. En janvier 1975, les trois mouvements de libération angolais, le MPLA, le FNLA et l'UNITA, signaient les accords d'Alvor avec le gouvernement portugais, et approuvaient la date du 11 novembre dernier pour le départ du dernier soldat colonialiste portugais et la déclaration de l'indépendance.

Seulement, l'Angola est une terre riche quant à son sous-sol et placée à proximité d'une voie maritime stratégique pour qui veut dominer le monde.

C'est la raison pour laquelle on a vu depuis une superpuissance intervenir avec armes et bagages directement, tandis que l'autre essayait tant bien que mal de s'y opposer en intervenant à son tour.

Les chefs de file du Kremlin ont soutenu unilatéralement un seul mouvement de libération, en s'opposant aux deux autres, pour aboutir au déclenchement d'une guerre civile fratricide, faisant plus de 20 000 victimes parmi les populations angolaises.

Durant cette période, ils n'ont cessé d'envoyer des hommes, des armements des plus sophistiqués et transporté des troupes cubaines en quantité. D'après différentes sources d'information, l'Union soviétique aurait déjà dépensé plus de 500 millions de dollars US ; elle aurait ces deux dernières semaines doublé le nombre de ses soldats sur place, acheminé de grandes quantités d'armes lourdes, introduit 24 «MIG-21» dont 6 seraient déjà opérationnels, transporté près de 11 000 soldats cubains par avions et bateaux !

Parallèlement à cela, la machine de propagande de Brejnev lui décarnait dans le monde entier — notamment au travers de la presse des partis qui lui sont liés — des brevets «d'internationalisme» et de «grand ami fidèle» du peuple angolais. Quelle dérision !

Aujourd'hui, sur la base du rapport de force qu'ils ont créé, après avoir déclenché et attisé la guerre civile, les dirigeants du Kremlin «ne rejettent pas le principe de la négociation» pour le règlement du «conflit» angolais. Étant donné la situation, derrière le mot «négociation» on ne peut voir que le mot «diktat», que cette superpuissance entend imposer, dans le but de contrôler ce pays aussi bien politiquement qu'économiquement.

Dans les plans soviétiques, l'Angola n'est pas un point isolé. Il fait partie au contraire d'une stratégie mondiale contre-révolutionnaire, où le moteur est la rivalité avec les États-Unis, et le but la domination du monde, de l'Asie à l'Amérique latine, en passant par l'Europe et l'Afrique.

L'Angola a le mérite de montrer clairement qui sont les deux potentats dont les disputes entraîneront à un moment ou à un autre une troisième guerre mondiale, et qui parmi eux est actuellement le plus dangereux pour les peuples épris de paix et de liberté.

De nombreux pays, notamment africains, ont depuis le début dénoncé et combattu les interventions étrangères en Angola, celle des deux superpuissances par Cubains ou Sud-Africains interposés.

L'indépendance réelle, anticolonialiste et anti-impérialiste n'appartient en vérité qu'aux habitants authentiques de ce grand continent. C'est pourquoi nous proclamons avec force «l'Afrique aux Africains ! Les peuples d'Afrique vaincront !»

## SAHARA OCCIDENTAL

# Résistance acharnée du F.POLISARIO

Dans la soirée de jeudi, dans une série de dépêches en provenance des territoires libérés du Sahara occidental, retransmise par «Algérie Press-

Ainsi à Bir Enzaran, l'armée populaire saharouie aurait remporté un important succès en attaquant les forces armées mauritanien-

nes, faisant 30 prisonniers et 60 tués.

Les dépêches indiquent également des combats près d'Ar-Goub, où un convoi de

Service», le F. POLISARIO, fait éclat d'une série de combats victorieux contre les forces d'occupation.

remorques et camions citernes ravitaillant les forces mauritaniennes aurait été entièrement détruit, mettant en difficulté celles-

ci. En effet souligne l'agence, les forces mauritaniennes ayant fait empoisonner les puits des territoires qu'elles contrôlent, n'ont pratiquement plus d'eau potable.

Enfin, le Front indique que le premier escadron de reconnaissance mauritanienne vient de se rendre avec armes et bagages. Les deux sous-officiers commandant l'escadron ont déclaré : «Ne pas vouloir combattre leurs frères saharouis qui luttent pour leur liberté, ni les Algériens qui ont toujours aidé la Mauritanie.»

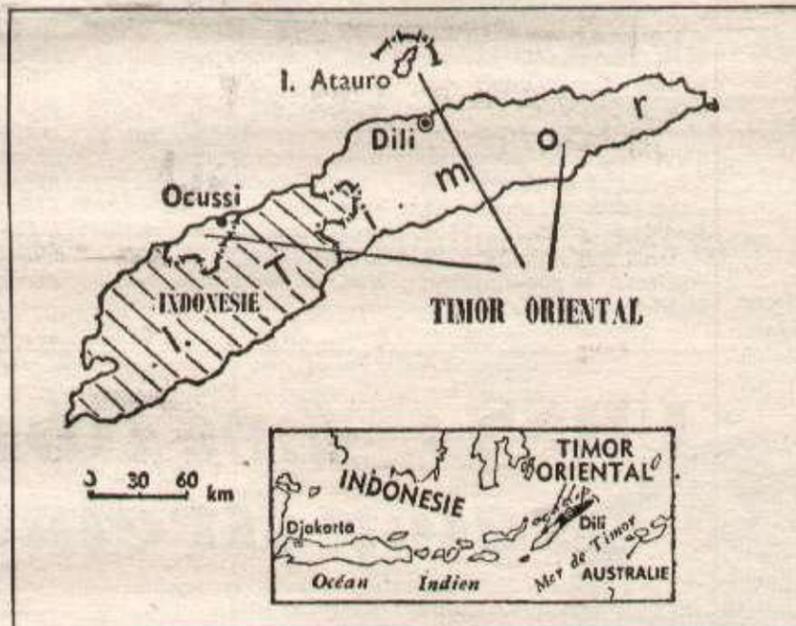
D'autre part, comme l'ont signalé de nombreuses dépêches de l'agence France-Presse en provenance du Moyen-Orient et du Maghreb, une intense activité diplomatique règne, dont le but est d'éviter une guerre fratricide au cœur de la nation arabe.

Dans un long message, adressé à Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, M. Bouteflika ministre des Affaires étrangères d'Algérie, expose la position de son pays sur la question du Sahara occidental.

(Suite page 2)

## Timor oriental

# Message du FRETILIN à Kurt Waldheim



M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a reçu jeudi un message radiophonique retransmis de Darwin, de M. Nicolay Lobato, premier ministre du FRETILIN (Front de libération de l'Est Timor) déclarant que huit navires de guerre indonésiens ont bombardé la ville de Batano et que des forces indonésiennes ont débarqué à Senaeh, dans la partie orientale de Timor.

M. Waldheim a communiqué ce message au président en exercice du Conseil de sécurité, M. Salim Salim (Tanzanie), qui est en même temps président du comité de décolonisation de l'ONU.

Par ailleurs, les autorités portugaises ont accepté à la demande de M. Waldheim,

de mettre à la disposition de M. Winspeare Guicciardi, le représentant spécial du secrétaire général pour le Timor oriental, une corvette pour le transporter dans la partie de l'île contrôlée par le FRETILIN.

Depuis le 25 décembre, date d'une nouvelle série d'attaques d'envergure des forces indonésiennes contre le Timor oriental, la population sous la direction du FRETILIN oppose une résistance des plus farouche et courageuse. Depuis, l'assemblée générale du Conseil de sécurité des Nations unies a adopté des résolutions qui s'opposent à l'intervention militaire et exigent du gouvernement indonésien qu'elle retire immédiatement ses troupes et respecte le droit du Timor oriental à l'indépendance.

## A Bordeaux et à Martignes Des milliers de métallos dans la rue

Plus de deux mille ouvriers métallurgistes ont manifesté jeudi en fin de matinée dans les artères centrales de Bordeaux. Ils ont scandé de nombreux mots d'ordre contre le chômage et les licenciements qui les menacent, pour l'augmentation de leurs salaires ainsi que pour le respect des libertés syndicales. Un certain nombre d'entre eux ont pénétré dans la cour de la station régionale de télévision. Mais l'arrivée d'importantes forces de police les a obligés à se disperser.

Au même moment à Martignes, plus de cinq

cents ouvriers de la SOLMER, de Fos-sur-Mer manifestaient dans les rues en distribuant de nombreux tracts à la population. Sur les marchés de la ville notamment, les travailleurs expliquaient largement les raisons de leur lutte, et se déclaraient déterminés à se battre jusqu'à la suppression des mesures de chômage technique prises contre eux par la direction de la SOLMER. Auparavant une assemblée générale des grévistes s'était tenue décidant de reconduire le mouvement.

## ESPAGNE Des contradictions insurmontables

Le président Carlos Arias Navarro vient, dans un récent discours devant les Cortès (parlement), d'annoncer une dizaine de réformes touchant à des sujets brûlants.

Son problème — insoluble — est toujours le même : donner l'illusion d'un changement sans rien céder d'essentiel de la politique franquiste. Les thèmes de réformes annoncées sont révélateurs de cet embarras. Ils touchent en effet à des questions explosives : élargissement du statut des associations politiques, révision du décret-loi de prévention du terrorisme, révision de la réglementation des droits de réunion et de manifestation, suppression des tribunaux d'exception, amélioration de la loi de presse de 1966, régionalisation. Mais les mesures concrètes sont restées volontairement dans le flou, exception faite de quelques précisions révélatrices, telle la nouvelle mouture de la loi contre le terrorisme qui continuerait à viser tous ceux « qui portent en eux le germe de leur exclusion de la communauté nationale », ou le refus catégorique d'une amnistie générale pour les prisonniers politiques.

En fait, la dictature espagnole est coincée. En proie à une très sévère crise économique, elle continue de piaffer à la porte de l'Europe sans vouloir — ni pouvoir — resserrer l'état dans lequel elle tient serrés les peuples d'Espagne. Les luttes de ces derniers ont en effet pris une telle ampleur que la bourgeoisie réactionnaire tremble de se voir balayée si elle lâche un peu de vapeur.

## LIBAN, VERS DES REFORMES PROFONDES

La «normalisation» se poursuit de façon rapide et satisfaisante sur l'ensemble du territoire libanais pendant que les autorités politiques abordent les problèmes posés par le règlement politique de la crise.

Cette étape est d'autant plus importante que de profondes réformes de structures s'imposent pour remettre sur pied le pays meurtri par dix mois de guerre civile. L'ancien «pacte» qui liait les différentes communautés libanaises, dicté par la France à la veille de l'indépendance du pays a fait faillite et le premier ministre, Rachid Karamé l'a reconnu en annonçant «l'élaboration d'un programme constituant en quelque sorte un pacte nouveau comportant les principes de la réforme politique, sociale et économique». Il sera suivi de la «formation d'un gouvernement représentant toutes les tendances» dont la tâche sera «la réalisation des objectifs visant à remettre le Liban sur la voie du progrès et de la prospérité».

En attendant la vie renaît lentement dans le pays ravagé. L'armée s'active dans le centre de Beyrouth pour déblayer les ruines et effacer les séquelles des combats. Les administrations reprennent le travail et les écoliers retrouvent le chemin des classes.

La Résistance palestinienne continue à jouer un grand rôle dans le développement de cette confiance retrouvée. Son porte-parole à Beyrouth a réaffirmé : «La Résistance palestinienne respecte la souveraineté de l'État sur tout le territoire libanais sans exception. Elle considère que sa présence provisoire au Liban est en fait le résultat de la coopération effective dont a fait preuve le peuple libanais pour faire triompher la justice en Palestine.»

## NEUF AGENTS PROSOVIETIQUES ARRETES EN YUGOSLAVIE

Neuf prosoviétiques ont été arrêtés à Banja Luka (Bosnie) et inculpés jeudi «d'association contre le peuple et l'État et d'attaque contre-révolutionnaire» contre l'ordre établi en Yougoslavie.

Il s'agit, précise l'agence Tanyoug, d'un médecin, d'un instituteur, d'un dentiste, de deux employés et de quatre retraités. L'acte d'accusation collectif leur

reproche d'avoir été en relation avec l'étranger et d'en avoir reçu du matériel de propagande, dans le dessein de renverser par la force l'ordre constitutionnel yougoslave. Six d'entre eux avaient déjà été condamnés ou jugés antérieurement.

Les articles 100 et 117 du code pénal aux termes desquels ils sont inculpés, prévoient des peines d'au moins cinq ans d'emprisonnement.

Dix agents prosoviétiques avaient été inculpés début janvier à Novi Sad (Voïvodine), et sept autres sont incarcérés à Zagreb (Croatie) depuis l'automne dernier.

D'autre part, le procès de M. Dusan Brkic, ancien vice-premier ministre croate, considéré lui aussi comme agent de Moscou, et de ses complices doit s'ouvrir le 9 février à Belgrade.

### SAHARA OCCIDENTAL

## Résistance acharnée du F.POLISARIO

Suite de la page 1

Le gouvernement algérien ne ménagera aucun effort pour contribuer à toute action susceptible d'éliminer les causes de la tension au Maghreb, tout en faisant prévaloir la liberté des peuples déclare le ministre algérien des Affaires étrangères M. Abdelaziz Boutefflika.

Le message rappelle que le gouvernement algérien obéit «au double but du soutien inconditionnel à la lutte de libération des peuples et de la promotion d'une politique active de coopération et de bon voisinage dans la région maghrébine».

Dans son message à M. Waldheim le gouvernement algérien demande «l'évacua-

tion des troupes qui occupent le Sahara occidental et l'exercice libre et authentique du droit à l'autodétermination par le peuple saharoui».

Il place également l'ONU devant les responsabilités toutes particulières qui lui incombent dans cette affaire de décolonisation.

D'autre part M. Boutefflika déclare : «Les forces armées royales ont pris la responsabilité d'une grave escalade qui met en péril la paix et la stabilité dans le sud-ouest du Maghreb».

«Ces développements (...) soulignent la nécessité d'une action urgente pour éliminer la cause de la tension qui prévaut dans cette zone du monde.»

## URSS : Les libertés selon Brejnev

Les problèmes que l'académicien Sakarov rencontre actuellement pour se faire «enregistrer» dans l'appartement de sa femme, illustrent le contrôle que les autorités soviétiques peuvent exercer sur la population, le cas échéant sur les «dissidents» grâce à la réglementation sur les passeports.

Selon celle-ci, tout citoyen soviétique doit posséder un «passeport intérieur» et être «inscrit» sur les registres des autorités de police du quartier où il habite. Le gérant de chaque immeuble vérifie que les locataires et propriétaires sont tous en règle. En principe tout Soviétique qui déménage ou qui voyage doit aller se faire enregistrer à la police dans un délai de trois jours. L'«enregistrement» est soumis à trois conditions impératives : avoir un emploi, un appartement et une autorisation de la police. L'en-

registrement est rigoureusement obligatoire. Il faut le montrer afin d'avoir le droit de recevoir du courrier recommandé à la poste, ou de pouvoir aller à l'hôtel. Il est évidemment impossible d'être enregistré dans deux villes différentes et une autorisation de police est nécessaire si des parents veulent venir s'installer chez leurs enfants ou inversement.

Les anciens condamnés — le droit soviétique ne reconnaît pas l'existence de prisonniers politiques — connaissent une sorte d'interdiction de séjour dans les grandes villes où ils n'ont pas le droit d'être enregistrés. Ce sont les villes que l'on appelle «propres» en argot soviétique.

La première violation du régime de l'enregistrement est passible d'une amende de 10 roubles (60 F), la seconde est jugée par un tribunal pénal.

Outre l'espionnage constant des Soviétiques, la procédure de l'enregistrement vise à enrayer bureaucratiquement l'exode rural vers les grandes villes où la vie est — relativement — plus facile qu'à la campagne. Au lieu de se préoccuper d'élever le niveau de vie et de bien-être des paysans, les Brejnev et consorts préfèrent en effet recourir aux méthodes policières qui leur sont chères.

Pour tourner ces interdictions, les Soviétiques sont contraints de recourir à toute une série de procédés tels les mariages fictifs... ou le graissage de pattes des gardiens d'immeubles et policiers. Et ceci n'est qu'un aspect de l'oppression fasciste quotidienne des citoyens au «pays des libertés» tant vanté par Marchais qui n'aspire qu'à nous infliger le même sort !

## nouvelles du monde

### ALGER : PROCHAIN COLLOQUE DES ÉCONOMISTES DU TIERS MONDE

Alger accueillera du 2 au 7 février prochain le premier congrès des économistes du tiers monde.

Organisé par le Centre de recherches économiques appliquées et l'Organisation nationale de la recherche scientifique, il rassemblera une centaine d'économistes d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie et de nombreux spécialistes du monde entier.

\*\*\*\*\*

### TURQUIE : NI WASHINGTON, NI MOSCOU !

Des parlementaires turcs se sont publiquement inquiétés devant l'assemblée nationale de Turquie, du danger que les deux superpuissances font peser sur l'indépendance du pays.

L'un d'entre eux, Engin Unsal, a affirmé que la Turquie devait trouver une nouvelle place, par elle-même, dans la communauté mondiale, après des années de dépendance, vis-à-vis des USA. Mais, ce faisant, elle doit faire preuve d'une très grande prudence pour ne pas se laisser aiguiller sur une nouvelle orbite après avoir quitté celle des USA. «L'indépendance et la souveraineté totales, a-t-il conclu, doivent être soigneusement gardées.»

\*\*\*\*\*

### L'AUTRE AMÉRIQUE

Un adulte américain sur six est pratiquement illettré et, de ce fait, incapable de faire face aux problèmes élémentaires de la vie quotidienne, révèle une récente étude effectuée à l'échelle nationale qui a qualifié ces résultats de «choquants».

L'étude n'a porté que sur des personnes parlant anglais. Parmi elles 56 % des personnes d'origine espagnole sont illettrées, et les noirs comptent 44 % d'illettrés.

C'est l'autre visage de la prospérité américaine !

\*\*\*\*\*

### OTAN : POUR UN RENFORCEMENT DES «FLANCS» DE L'ALLIANCE

Le général Haig, commandant en chef des forces de l'OTAN a plaidé mercredi, à Washington, en faveur d'un renforcement des forces sur les «flancs» de l'alliance atlantique.

Affirmant pour commencer qu'il n'était pas convaincu de la possibilité d'une attaque soviétique en Europe centrale, il a pourtant immédiatement tenu à plaider qu'il est essentiel de mettre à la périphérie de l'alliance des forces adéquates.

Il est bien évident que l'offensive politique menée par l'URSS en Europe du Sud : Portugal, Italie, France, Espagne, et maintenant aussi, Grèce et Turquie, s'accompagne d'une formidable menace militaire qui a de quoi faire réfléchir même les plus naïfs.

\*\*\*\*\*

### VAGUE D'ARRESTATIONS AUX PHILIPPINES

Une centaine d'étudiants et de travailleurs ont été arrêtés aux Philippines en application de la loi martiale. Parmi les arrêtés figure une cinquantaine d'étudiants de l'université d'État des Philippines qui s'étaient joints aux protestations des travailleurs contre l'interdiction du droit de grève.

## nouvelles intérieures

Escroqueries dans l'immobilier, abus de confiance, plaintes, inculpations, condamnations, des promoteurs en prison

## L'HEURE DES SCANDALES

Il est des moments où cela semble craquer de toute part. L'édifice impenétrable de la bourgeoisie se fissure et laisse percevoir la corruption, les pots-de-vin, les trafics et autres escroqueries auxquels elle s'adonne loin des yeux des travailleurs.

C'est l'heure des scandales. Des révélations sont faites, des inculpations leur succèdent, une multitude de petites bombes éclatent en chaîne dans le milieu des notables-escrocs... qui ne se souvient de l'affaire de la Garantie foncière, par exemple, découverte il y a 5 ans, première d'une longue suite de scandales au nombre desquels celui du Patrimoine foncier ?

Cette dernière société immobilière fait d'ailleurs parler d'elle puisque, le 25 janvier, la 9<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris a augmenté les peines prononcées en première instance contre ses responsables. On se souvient que c'est en septembre 1971 que le Patrimoine foncier avait dû déposer son bilan avec un passif de plusieurs dizaines de millions.

Le Patrimoine foncier avait alors recueilli près de 140 millions de francs de souscriptions, versés de 69 à 71, par 8 500 épargnants abusés par une publicité alléchante. Près de la moitié des fonds souscrits avaient été détournés par les dirigeants...

Depuis lors, certainement, d'autres pièces sont venues s'ajouter aux dossiers déjà chargés de ces messieurs. La preuve : jeudi, Claude Lipsky a vu sa condamnation passer de 5 à 8 ans de prison (plus une amende de 100 000 F), et André Roulant, ancien député UDR, ancien gérant de la société

de gérance du Patrimoine, la sienne de 3 à 6 ans et son amende de 5 000 à 100 000 F.

Ainsi l'affaire du Patrimoine revient défrayer la gazette. Mais aujourd'hui une nouvelle cascade de scandales semble devoir être mise en lumière.

Ainsi, à Metz, un agent immobilier, Jean Schmitt, accusé de banqueroute simple et frauduleuse, escroquerie et abus de confiance, a été condamné jeudi à 5 ans de prison dont 3 fermes par le tribunal de grande instance.

A la suite de plaintes déposées par des clients en 1974, J. Schmitt avait été condamné une première fois avec interdiction d'exercer en Moselle. Replié à Nancy, il devait poursuivre ses activités jusqu'en 1975, faisant près de 50 victimes pour un montant de 1 360 103 F. Parallèlement un «trou» de comptabilité de 4 300 000 F était découvert.

Lorsqu'un client se présentait à son agence en vue de l'acquisition d'un appartement, Schmitt se faisait verser un acompte, se mettant ainsi en infraction avec la loi. Il percevait en outre des arrhes sur des maisons déjà vendues. Il lui est même arrivé de se faire passer pour le propriétaire d'un pavillon hypothéqué.

Comme si cela ne suffisait pas déjà amplement, Schmitt est également com-

paru pour l'émission de 37 chèques sans provision, soit un montant de 450 000 F.

A Strasbourg, le promoteur du groupe Aurélie, chafné de résidences pour retraités, a été arrêté le 28 et écroué.

Il fait l'objet de 8 chefs d'inculpation, dont : abus de confiance, escroqueries, faux et usage de faux, émission de chèques sans provision... le «trou» découvert dans la trésorerie de la chaîne est supérieur à 11 millions.

Le promoteur a proposé une transaction : il prendrait en charge la moitié du déficit reconnu, tandis que ses clients paieraient le reste. Bien sûr ceux-ci ont refusé. Et Rodolphe Eydmann n'a pu éviter les poursuites judiciaires.

Depuis son arrestation, quatre de ses complices ont été inculpés. Le fondement juridique de ces inculpations repose sur la loi du 3 janvier 1967 relative à la construction.

Cette loi prévoit notamment qu'un promoteur ne peut recevoir ou solliciter d'argent avant la signature du contrat de vente, qui doit être exécutée seulement lors de l'achèvement des fondations.

Outre ce chef d'inculpation, les escrocs sont passibles de 10 ans de prison et de 80 000 F d'amende pour détournement de tout ou partie des 11 millions manquants.

Nous reviendrons sur ce problème des scandales immobiliers, qui montre bien la pourriture de la bourgeoisie capitaliste.

### Déclarations des dirigeants du Ps sur l'Europe et le Portugal

## UN CLIN D'ŒIL AU PARTI DE MARCHAIS

Au cours d'une conférence de presse qui se tenait jeudi au siège du Parti socialiste à Paris, Jean-Pierre Cot, député de la Savoie, et délégué national du PS aux problèmes européens, a qualifié d'«inacceptable» le rapport que le premier ministre belge, Léo Tindemans, a récemment présenté sur l'Europe.

Le leader socialiste a critiqué les lacunes du rapport et notamment le fait qu'il n'y ait «pas un mot sur l'hégémonie économique américaine, pas un mot sur l'Europe des travailleurs, pas un mot sur les organisations syndicales».

J.-P. Cot s'est également déclaré opposé à ce que «les neuf aient une fonction de police des crises». «Si cela équivaut, a-t-il précisé, à la position des neuf à l'égard du Portugal pendant l'été 1975 nous refusons cette idée».

Le fait que le PS par la voix de J.-P. Cot condamne le rapport Tindemans n'aura certes pas déplu aux dirigeants du parti de Marchais, chefs de file des forces pro-soviétiques dans notre pays.

Ce dont rêve la Russie de Brejnev, pour saper l'hégémonie américaine et étendre elle-même sa dictature impérialiste sur la totalité du globe, c'est en tout premier lieu d'une Europe faible. Ce que veut le social-impérialisme c'est une Europe qui soit incapable de s'opposer à lui lorsqu'il engagera ses aventures militaires.

Aussi tout ce qui va peu ou prou dans le sens d'un renforcement de l'Europe face aux deux superpuissances est-il condamné sans merci par Brejnev et ses acolytes,

les partis révisionnistes d'Europe. Voilà pourquoi nous disons que les déclarations de J.-P. Cot sont des concessions faites au PCF et en définitive au social-impérialisme.

D'ailleurs à propos du Portugal les choses sont plus claires encore lorsque c'est François Mitterrand qui parle :

«Quand je vois Otelo de Carvalho, payer le crime d'avoir rêvé à contre-temps tandis que les bourgeois d'avant-hier, les dignitaires de la torture, sortent de la

prison où il entre, j'ai envie, une forte envie de me mêler des affaires du Portugal», écrit-il dans «l'Unité».

Quand on sait qu'Otelo de Carvalho, ancien chef du COPCON (police militaire, est soupçonné d'avoir donné des armes aux parachutistes qui ont servi d'hommes de main lors de la tentative de coup d'État pro-soviétique le 25 novembre dernier ; quand on sait cela, on voit à quoi s'adresse le clin d'œil que fait Mitterrand.

### Lorient : 80 % des élèves l'occupaient depuis deux jours :

## LE PROVISEUR FERME LE LYCEE

Depuis deux jours, 80 % des 1 400 élèves du lycée Dupuy-de-Lore à Lorient occupaient les locaux. Mardi soir en effet une grève avait éclaté dans cet établissement.

Les lycéens avaient pris la décision d'adopter cette forme de lutte pour exiger notamment de meilleures conditions d'internat — les internes sont soumis à un règlement draconien, ils sont «collés» le mercredi, par exemple, s'ils ont eu dans la semaine une note inférieure à 9 ! Les lycéens se battaient également pour l'amélioration de leurs conditions d'étude.

Invoquant «l'impossibilité d'assurer la sécurité des personnes et des biens», le proviseur du lycée a annoncé jeudi soir sa décision de fermer les

portes de l'établissement jusqu'au 9 février prochain.

Ainsi suivant les instructions données depuis plusieurs années successivement par Guichard, Haby et Soisson, les chefs d'établissements sont déçus à réprimer sans attendre toute lutte dans les lycées. Cela manifeste la peur qu'a la bourgeoisie de voir le mouvement de masse lycéen et étudiant se joindre au mouvement de lutte de la classe ouvrière.

La bourgeoisie n'a pas la mémoire si courte : elle n'a pas oublié mai 68... Raison de plus pour se préparer à riposter massivement à la répression, se tenir prêt dès le déclenchement de la lutte à affronter les violences de la bourgeoisie.

## Quatre autonomistes corses transférés à Paris

Alors qu'Edmond Simeoni est toujours incarcéré à la prison de Fresnes, la répression continue de s'abattre sur les représentants du mouvement autonomiste corse.

Quatre des six autonomistes corses interpellés la semaine dernière ont été écroués. Les deux autres ont été laissés libres après avoir été inculpés par le juge Gonnard, de la Cour de sûreté de l'État, chargé d'instruire les dossiers.

Deux dossiers ont été ouverts par le juge Gonnard. L'un concerne deux des autonomistes écroués : Jean-Marie Bruschini, 21 ans, agriculteur à Sartene, et Jacques Pinelli, 32 ans sans

profession, demeurant à Ajaccio. Bruschini a été incarcéré à la prison de la Santé sous les inculpations de reconstitution du groupement dissous FPCL (Front paysan corse de libération).

Pinelli a été incarcéré à Fresnes sous les inculpations de reconstitution du groupement dissous FPCL. Le second dossier concerne d'une part les deux autres écroués : Paul Coti 24 ans, commis à Propriano, et Jean-Pierre Rossi 26 ans, commerçant à Sartene. Coti a été incarcéré à Fresnes et Rossi à la Santé, sous les inculpations de reconstitution du groupement dissous ARC.

Ces militants autonomistes sont également accusés par la justice d'attentats

ou de complicité d'attentats.

Il est intéressant de noter que les terroristes d'extrême-droite regroupés notamment dans le groupe fasciste «Chjustizia e liberta», et responsables des principaux attentats contre les militants et sympathisants corses, sont eux, toujours en liberté.

Il est clair que ces inculpations n'ont d'autre but que d'isoler le mouvement autonomiste de la population corse en l'assimilant à de simples terroristes, même si parmi eux il existe des gens qui effectivement ont adopté cette forme d'action coupée du mouvement des masses en Corse.

## UN FLIC A LA GACHETTE FACILE

Un gardien de la paix, Marcel Albert, 28 ans, a été inculpé aujourd'hui par M. Cabie, juge d'instruction au tribunal de Paris, de coups et blessures par agent de la force publique. Le 12 décembre dernier, l'agent avait blessé par balle un automobiliste, M. Rogelin Laplace, 29 ans, employé à la RATP, qui s'appretait à démarrer afin de s'opposer à l'enlèvement pour la fourrière de son véhicule qui était en stationnement irrégulier, Rue de Chaligny (12<sup>e</sup>me).

Le conducteur M. Rogelin Laplace, dont la blessure

a nécessité un séjour à l'hôpital a affirmé que le coup de feu, après avoir brisé la vitre arrière de la voiture, l'atteignant au bras droit, a été tiré sans raison.

M. Rogelin s'est constitué partie civile. Ainsi, les ordres du premier «flingueur» de France, sont, on peut le dire, appliqués à la lettre.

On se souvient que Poniatowski avait donné l'ordre à ses bandes armées de la police de ne pas hésiter à tirer en cas de besoin. Il est vrai qu'il prétendait

là, qu'il s'agissait de lutter contre les «malfaiteurs».

Sans doute M. Rogelin, était-il considéré comme un vulgaire malfrat alors qu'il s'opposait énergiquement à la prise de sa voiture par la fourrière.

Fourrière qui ont le sait, à Paris comme dans les autres grandes villes du pays est une affaire très rentable, puisque la moindre opération de ce genre rapporte plus de 200 nouveaux francs.

Qui est le voleur ? Poser la question c'est y répondre!



# Rassemblement national ouvrier du 14 février

## LES GROUPES «LE TRAVAILLEUR»

### ET LA «CAUSE DU PEUPLE»

#### ANNONCENT LEUR PARTICIPATION

Nous avons reçu hier la lettre suivante émanant en commun de deux groupes se réclamant, comme nous, du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung.

Nous apprécions particulièrement l'attitude idéologique de ces camarades qui désirent «favoriser l'unification dans la lutte commune du mouvement marxiste-léniniste».

Nous réglons directement avec eux les détails de leur participation.

A l'Humanité rouge  
Le 28/1/76

Chers camarades,  
Nous avons longuement discuté de votre proposition de participer à votre juste initiative pour le 14 février.

Nous aurions souhaité une large participation de tous les groupes m-l. Malheureusement celle-ci n'est pas pour le moment possible. Désirant cependant assurer le succès du rassemblement du 14 qui peut être un pas en avant pour l'unité concrète du mouvement m-l nous avons donc décidé d'y participer sans attendre l'unanimité des groupes marxistes-léninistes.

Nous vous proposons donc :

- De préparer (en tant qu'organisations)

des stands, montages, diapos... sur les thèmes :

- vers un parti marxiste-léniniste unique, vers un parti d'avant-garde de la classe ouvrière,

- le développement du mouvement ouvrier et du mouvement m-l,

- le contrôle et la participation de la classe ouvrière sur l'édification de son parti.

- Bien que pour les raisons exposées plus haut notre accord ne vous parvienne qu'à 2 semaines du rassemblement, il est sans doute possible de prévoir une intervention commune de nos trois organisations sur un sujet à définir (par exemple : le révisionnisme dans la classe ouvrière)

- De susciter la participation et les stands de travailleurs ayant mené récemment des luttes (par exemple : Sanders, FPA-Rouen, PTT, Chèques postaux- en commun avec les militantes de HR, centre de tri...)

Nous espérons que cette réponse positive à vos propositions du 29 novembre favorisera l'unification dans la lutte commune du mouvement marxiste-léniniste.

Salut fraternel,

Le travailleur  
La Cause du peuple

## Batignolles (Nantes)

Voici le programme de notre participation à la journée du 14 février.

Des ouvriers de l'usine des Batignolles présenteront sous forme de panneaux, dessins, textes, etc., un historique des luttes de l'usine. Les Batignolles à Nantes est une usine au passé très brillant de luttes et encore dernièrement la direction qui voulait licencier 180 ouvriers a été obligée de reculer. Mais le révisionnisme et surtout ses idées sont très implantées, il sera montré comment se mène la lutte antirévionniste. Depuis 1968 quelques travailleurs combattifs se sont groupés en un comité de lutte (au départ créé par

la Gauche prolétarienne) qui a eu la direction des grandes grèves de 71. Il sera montré aussi parallèlement à l'histoire des luttes, l'histoire de ce comité de lutte, son action, ses aspects positifs et négatifs.

D'autre part, un sketch sur le licenciement (qui n'a pas eu lieu grâce à l'action des travailleurs) d'un ouvrier catalogué «inadapté» (vous trouverez ci-joint, le plan de ce sketch) vous sera présenté. C'est une histoire vécue et écrite par les ouvriers eux-mêmes et qui sera jouée par certains d'entre eux. Ce sketch dure 20 minutes environ. Également 3 ou 4 poèmes seront dits.

Voilà, les travailleurs attendent beaucoup de cette journée, ce sera pour eux l'occasion de s'exprimer, de discuter avec d'autres

ouvriers combattifs. Pour eux aussi c'est la première fois qu'on leur offre une telle occasion, et cette journée c'est en quelque sorte la fête de la classe ouvrière une vraie fête révolutionnaire faite pour les travailleurs, par les travailleurs, pour leurs besoins, selon leurs désirs, leurs souhaits et cette grande fête est un gros coup de bâton asséné sur la tête des révisionnistes non seulement incapables d'organiser une telle fête mais où les travailleurs dénonceront publiquement leurs manœuvres, leurs sales besognes, leur vrai visage. Ce sera une dénonciation concrète de la dictature de la bourgeoisie au pouvoir. Cette journée fera connaître ou mieux connaître aux travailleurs la ligne politique des marxistes-léninistes, de leur parti.

Des m-l. de Nantes

## St-Nazaire

Le CDHR «Chou En-lai» de Saint-Nazaire a réalisé une brève interview d'un ancien délégué CGT des Chantiers de l'Atlantique en 1955, qui fut à l'initiative des grandes luttes de l'époque.

Son témoignage est enregistré sur cassette.

Avec sa collaboration, une brochure sera disponible le 14 février sur ces luttes.

## Brest

Les travailleurs de l'entreprise MBC à Brest, nous écrivent également pour nous dire qu'ils essaieront de faire quelque chose, un panneau ou autre, pour expliquer et faire connaître leur lutte.

## BATIMENT

Miramas (Bouches-du-Rhône)

# LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS-IMMIGRÉS LUTTENT AU COUDE-A-COUDE

Les travailleurs de l'entreprise du bâtiment Grosse à Miramas (Bouches-du-Rhône) sont en grève depuis le 12 janvier 1976 suite au licenciement d'un ouvrier.

Dès le développement de la grève, le patron fait appel à la gendarmerie de Miramas qui intervient sur le chantier dans le but d'intimider les travailleurs. Il fait également appel à un huissier qui se présente sous une fausse identité, relève les noms et adresses de certains

travailleurs en lutte, présents sur le chantier et pour la majorité immigrés.

Outre la répression, les conditions de travail sont déplorables : 260 heures à 280 heures de travail par mois (70 heures par semaine) pour un salaire de 2 000 F à peine, les dispositions élémentaires d'hygiène et de sécurité ne sont pas respectées, un constat de l'inspection du travail et de la sécurité sociale l'a constaté. Les

travailleurs, immigrés, principalement, logent sur le chantier dans des baraques, sans draps de couchage, sans couvertures, sans armoires, des WC et douches qui ne fonctionnent pas et qui sont insuffisants.

Lors des travaux sur le chantier, aucun filet de protection (un accident mortel est survenu en septembre).

Actuellement, la grève se poursuit, bien que la direction ait quitté le chantier

et rompu tout contact avec les ouvriers en lutte, sauf pour refuser de payer les salaires dus.

La direction toutefois ne rompt pas le contact avec la justice, sa justice et dix ouvriers ont été ainsi convoqués devant le tribunal d'Aix. Si la direction veut ainsi décourager les travailleurs et bien elle se trompe, car ils poursuivent bel et bien leur grève et ils entendent obtenir satisfaction.

## QUAND LES PATRONS SONT AU PCF

### Après l'EPUR, le GEPAR

L'EPUR est une agence d'urbanisme ; le GEPAR, une agence d'architecture. L'une et l'autre font partie de cette catégorie de bureaux d'études créés pour les besoins de la cause par les révisionnistes et dont la principale clientèle est constituée par les municipalités dites de gauche. Catégorie dont il serait intéressant de dresser la liste : on a des fortes chances d'y trouver les mêmes méthodes. Au GEPAR (67 Rue Vergiaud, Paris 13ème), les révisionnistes se démasquent, comme à l'EPUR, au même moment ; lorsqu'un certain nombre de travailleurs remettent en cause le sens de leur travail et souhaitent consulter les vrais usagers de leurs réalisations : les habitants des nouvelles cités ou des quartiers rénovés. Les mêmes méthodes sont utilisées, et le même outil : la collusion entre un syndicat maison (jaune) et la direction.

Le GEPAR est dirigé par un collectif de cinq personnes, toutes inscrites au PCF ; il appartient d'ailleurs à Dubrulle et à ses deux fils, dont l'un fut secrétaire de la section PCF du XIII<sup>e</sup> arrondissement. Avec une trentaine de salariés, il étudie pour les municipalités dites ouvrières

des plans d'habitations : par exemple, celui du centre d'Argenteuil.

Face à cette direction, une section syndicale CGT bon teint : n'a-t-elle pas d'ailleurs été créée en 1968 par un des «fils de la maison» ? Tellement bon teint qu'au moment d'une grève déclenchée sur une revendication

de revalorisation de points, son secrétaire va voir un des patrons pour lui dire : «Je suis en minorité, ils veulent faire grève, que dois-je faire ?»

Début 1975, quatre licenciements : certains vont jusqu'à dire que les noms ont été choisis en accord avec la section CGT. Fait peut-être insuffisamment prouvé. Toujours est-il qu'apprenant la création éventuelle d'une section CFDT, les patrons retirent aux suspects tout travail intéressant et exercent de telles pressions que trois employés préfèrent donner leur démission. Ils sont presque aussitôt remplacés par des membres du PCF. Le plan des patrons PCF semble réussir : de la section CFDT ne survivent bientôt que deux membres, déqualifiés, mis pratiquement en quarantaine.

Mais une salariée, membre, du bureau parisien

du syndicat CGT du personnel des agences d'architecture, se solidarise avec eux, refuse la consigne de quarantaine : début 75, elle avait déjà pris position contre les licenciements. Les patrons décident donc de se défaire d'elle : elle ne travaillait qu'à trois quarts de temps : le 9 décembre, elle reçoit une lettre recommandée pour lui signifier qu'elle est «considérée comme démissionnaire». Bien entendu, la section CGT ne bronche pas. Elle est pourtant à la CGT depuis 7 ans et membre du bureau de la section !

L'affaire risque de faire des bulles : aussi la direction du syndicat CGT demande-t-elle finalement à la section du GEPAR de lutter pour exiger sa réintégration. Intéressant de savoir quelle suite sera donnée à cette adjonction...!

Correspondant H.R.

## Rol Lister (Rennes) GREVE ILLIMITEE

Rol-Lister, c'est une grosse entreprise de travaux publics dont les ramifications s'étendent bien au-delà de nos frontières. A Rennes, les travailleurs (mécanos et manœuvres de l'atelier, conducteurs d'engins et employés des bureaux, au total 120 employés) ont déjà mené une dure grève l'an dernier, avec leur section syndicale CFDT. A l'époque, c'était le secteur «travaux» qui avait permis à l'ensemble des travailleurs d'obtenir de substantiels avantages (360 F d'augmentation pour tous, prime de transport et de repas, etc.).

Aujourd'hui, c'est l'atelier (10 personnes) qui est parti : au terme d'une journée de débrayage, ils ont décidé la grève illimitée pour que leurs justes revendications soient satisfaites :

- 1/2 h par jour de réduction de travail sans perte de salaire ; par cette revendication, ils veulent

poser au patron le problème de l'emploi ; l'entreprise est implantée dans un vieux quartier ouvrier où il ne manque pas de jeunes à chercher du travail et si autrefois chaque mécano était aidé d'un manœuvre, maintenant on ne remplace plus ceux qui partent.

- 150 F d'augmentation pour tous par mois.

- Primes de paniers, de transport, de salissures, alignées sur celles des conducteurs, 13<sup>e</sup> mois payé intégralement.

Voilà un an qu'aux ateliers ils essaient de préserver les acquis des luttes précédentes : cette fois ils sont décidés à aller jusqu'au bout ; ils comptent sur la solidarité avec les autres secteurs de l'entreprise ; leur détermination aura raison du patron !

PS : Le même mot d'ordre de grève a été adopté à l'atelier de Guingamp.

Correspondant H.R.



Renault-le-Mans

## AUX PRESSES : GREVE POUR LE P 1

Une lutte se déroule depuis 10 jours à l'atelier des presses. Ce mouvement est mené par la moitié des travailleurs n'ayant pas obtenu le P 1, qu'ils revendiquent. En effet ces travailleurs sont tenus d'exécuter le même travail que leurs camarades P 1. C'est-à-dire à travail égal, salaire égal.

La forme de lutte : ils refusent de monter et démonter les outils de presse, mais par contre ce travail est fait pour les deux autres équipes.

La solidarité : la CGT (qui est très majoritaire) ne soutient pas ce conflit, toujours aucun tract d'information CGT n'a été distribué.

La CFDT, bien qu'elle écrive être solidaire des OS des presses, se contente d'interventions en réunions de CE (Comité d'entreprise). Le seul tract CFDT, a été distribué uniquement dans l'atelier presse. Il n'y a donc pas de solidarité organisée. Par contre mercredi matin, sur des murs de l'enceinte de l'usine on lisait : «Tous avec ceux des presses pour le P 1», signé PCMLF.

Un ouvrier de l'usine

Paris :

Banque de l'Union européenne (BUE)

## Trois exclusions de la CGT

Trois militants syndicalistes sont exclus de la CGT, ils s'ajoutent à la longue liste de travailleurs combattifs, de militants révolutionnaires, victimes de la dictature révisionniste des dirigeants CGT inféodés à la clique Marchais.

Ce dernier peut bien s'égoïsser sur les «libertés», alors que lui et ses semblables les violent chaque jour ! Voici les faits.

Depuis avril 1974, les dirigeants CGT-BUE, appuyés par les instances supérieures (Fédération et Union syndicale du Crédit), n'ont cessé leurs efforts pour tenter de nous exclure.

Sur les méthodes utilisées bornons-nous à remarquer que nous n'avons même pas eu la possibilité de nous défendre

### LA VÉRITABLE RAISON

Passons sur les prétextes invoqués, pour les révisionnistes tous les prétextes sont bons, dans ce domaine ils sont très inventifs !

La véritable raison de notre exclusion — les dirigeants CGT eux-mêmes le reconnaissent quelquefois — c'est que les positions que nous avons défendues dans le syndicat, sont l'expression d'un courant politique

### LA GREVE DE 1974

C'est surtout au cours de la grève de 1974 que les deux positions ont pu le mieux s'exprimer. Deux exemples :

La nôtre a été de tout faire pour mener à bien ce mouvement revendicatif ; au contraire, celle de certains dirigeants CGT de terminer à n'importe quel

prix cette grève qu'ils n'avaient pas réussi à empêcher.

Nous pensions (et pensons toujours) que les avantages (et tout simplement les droits des travailleurs) ne peuvent s'obtenir que par la lutte active et par une attitude de fermeté vis-à-vis du patronat.

Ces deux attitudes reflètent déjà deux conceptions politiques différentes : pour nous, le personnel est majeur, et sa lutte, c'est lui qui la décide : le syndicat se borne à le guider. Pour les dirigeants CGT, les grévistes ne

contre les accusations portées contre nous, devant les syndicats réunis en assemblée. De plus, ceux qui ont participé au «vote» ce sont les syndiqués CGT des succursales de Nantes et Toulouse, ainsi que le personnel du CE ! Autant de personnes qui n'ont aucun pouvoir d'intervention dans les affaires intérieures de notre section.

que les dirigeants CGT veulent anéantir, parce qu'il dévoile la vraie nature du faux Parti communiste français. Et pour arriver à leur fin ils n'hésitent pas à bafouer les statuts du syndicat CGT. Car pour être syndiqué, il suffit d'être salarié et conscient de la lutte à mener contre le patronat pour défendre nos intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels...

sont que masse de manœuvre dans des discussions de marchands de tapis, ils commanditent les grèves plusieurs semaines, voire plusieurs mois à l'avance et en revanche, sabotent les grèves qu'ils n'avaient pas prévues et qui les dérangent.

Autre position : le caractère minoritaire de la grève. Nous considérons que ce n'est pas parce qu'une grève est minoritaire à son début que nous ne devons pas la mener. Non seulement, nous devons la mener, mais en plus nous devons tout faire pour la rendre majoritaire.

Aujourd'hui nous sommes exclus, et comme il nous apparaît indispensable d'être syndiqués, nous avons décidé d'adhérer à la CFDT, car nous ne cesserons pas de mener la lutte contre le capitalisme et le révisionnisme.

Les exclus

Caravelair Tournon (Ardèche)

# UNE LUTTE TRAHIE PAR LES RESPONSABLES CGT

La grève des heures supplémentaires a commencé le mercredi 21 janvier.

Voyant que le mouvement est suivi à 90 %, la direction riposte tout de suite : elle fait distribuer dans l'usine une note qui menace de sanction les ouvriers qui ne font pas les 45 heures ; demande à choisir entre trois horaires de 45 heures.

Note à remplir individuellement et à signer.

Dès qu'ils prennent connaissance de la note le délégué syndical CFDT et le représentant syndical CFDT au Comité d'entreprise prennent un temps de délégation et vont expliquer aux ouvriers des chaînes de montage que tout le monde est couvert par le droit de grève et que choisir un des horaires à 45 heures s'est opposer au retour aux 40 heures.

De nombreux travailleurs ont déjà conscience du problème et déchirent leurs feuilles ou la rendent avec écrit dessus : Pour les 40 heures.

Voyant que cette manœuvre échoue, la direction décide de prendre un autre moyen de pression.

Le jeudi matin le directeur de production attend le délégué syndical CFDT à son poste de travail et lui dit qu'il est mis à pied pour avoir provoqué des réunions à l'intérieur de l'entreprise pour avoir entravé l'information faite au personnel (le sondage) et avoir ainsi perturbé gravement la production.

### C'EST LA GREVE

Aussitôt, les travailleurs ripostent.

A la sortie du travail à 11h 45, assemblée générale sur le parking à l'appel des syndicats CFDT et CGT. La grève est décidée.

A 13h 30, 250 travailleurs sont regroupés sur le parking. Une seule chaîne de montage de caravane sur sept fonctionne. La grève est suivie à environ 75 % dans les ateliers. Sans qu'on en discute, une délégation est immédiatement envoyée à l'initiative des responsables CGT auprès de la direction. Pendant ce temps on

parle beaucoup des problèmes qui se posent aux ouvriers de Caravelair et aussi des problèmes de la classe ouvrière en général. On parle des 40 heures, du chômage, des licenciements, on parle de la démocratie dans les luttes, du fait que c'est à tous les ouvriers de prendre les décisions et non pas à une poignée de soi-disant dirigeants.

On parle des délégués qui doivent être les représentants des ouvriers et non pas des petits chefs et qu'un délégué, ça doit se remplacer quand il ne défend plus nos intérêts.

Au même moment, la délégation revient et deux responsables CGT de l'UL et de l'UD arrivent.

Une partie de la délégation se regroupe autour d'eux, discute, prend des décisions alors que les ouvriers attendent le compte-rendu. Le délégué syndical CFDT dénonce ces pratiques antiouvrières.

On apprend finalement que la direction veut nous imposer :

— La réintégration du délégué syndical CFDT mardi, à condition que la reprise du travail soit immédiate et retour aux 45 heures dès demain ;

— Négociation lundi soir en réunion extraordinaire du CE.

Les travailleurs décident alors de voter sur deux propositions.

— Réintégration immédiate du délégué syndical et reprise de la grève des heures supplémentaires.

Ou :

— Réintégration mardi reprise des 45 heures, négociations lundi reprise immédiate du travail.

### LA DÉMOCRATIE BAFOUÉE

La majorité des travailleurs se prononcent pour la première proposition c'est-à-dire continuer la lutte.

Les responsables CGT, le secrétaire du CE (CFDT) se prononce pour la reprise immédiate du travail.

De vives altercations opposent les travailleurs aux responsables CGT qui prétendent que c'est une victoire, qu'on ne peut pas

gagner plus, qu'il faut reprendre le travail, etc.

Les travailleurs eux savent bien que la direction veut monayer la réintégration du délégué syndical contre le retour aux 45 heures et refusent ce chantage.

Dans la plus grande confusion une autre délégation est envoyée avec la réponse des travailleurs : continuer la lutte.

Mais dans la précipitation la délégation est constituée d'éléments CGT qui refusent de défendre le point de vue des travailleurs.

C'est une erreur car la direction verra ainsi qu'elle peut compter sur l'appui et la complicité des responsables CGT et ne cédera sur rien. A nouveau un vote a lieu.

La majorité des travailleurs, adhérents CFDT, adhérents de base CGT et non-syndiqués, votent pour la continuation de la lutte.

Des travailleurs se font insulter et traiter de cons par les responsables CGT qui disent que de toutes façons c'est eux qui ont raison et qu'ils ne se plieront pas à la majorité et

qu'ils reprendront immédiatement le travail. 14 d'entre eux rentrent au travail sifflés par les ouvriers qui les traitent de fayots. D'autres restent et continuent leur travail de sape.

Écœurés par la position des responsables CGT, les travailleurs s'interrogent. Quelques-uns sentant que l'unité est brisée par la position de la CGT repartent écœurés au travail mais en compte-goutte.

Le délégué syndical CGT fait la navette entre les ateliers et les grévistes pour leur faire reprendre le boulot.

Beaucoup de travailleurs restent sur le parking (y compris des adhérents CGT) et refusent de reprendre le travail.

A 17 heures, il faut bien se rendre à l'évidence : les responsables CGT ont saboté la lutte.

Voyant leur refus de la démocratie prolétarienne et leur peur devant la prise en main de leurs propres affaires, les travailleurs de chez Caravelair sont de plus en plus conscients de ce que ce sera s'ils viennent au pouvoir.

Correspondant H.R.

## UN TRAVAILLEUR HOSPITALISÉ MEURT FAUTE DE SOINS !

M. A..., ouvrier algérien, qui vivait en France depuis de nombreuses années, est mort vendredi 23 vers 19h30 à l'hôpital Cochin. Ce travailleur immigré est mort... faute de soins !

Arrivé jeudi en début d'après-midi au service des urgences-médecines, pavillon Achar, il déclarait souffrir des poumons. Après avoir été ausculté très superficiellement, il est resté sans soins sérieux dans ce même pavillon pendant 24 heures.

Le lendemain après-midi, après que le service de réanimation, Landouzy ait refusé de le prendre en charge, invoquant le manque de place dans le service, cet ouvrier algérien a été envoyé au service de pneumologie, pavillon Pierre Ameuille. Il devait rester là encore 3 heures sans recevoir de soins.

Alors un infirmier a tenté de le prendre en

charge. Mais, seul, dans une salle qui n'était même pas équipée de prise d'oxygène, avec 23 autres lits — lits qui, soit dit en passant, coûtent la bagatelle de 395 F la journée! —

c'était très difficile, trop difficile pour cet infirmier.

Finalement à 19 heures, l'interne a été obligé de faire appel à la SAMU — la SAMU au service d'aide médicale d'urgence est un service itinérant, indépendant des hôpitaux. Intervenant rapidement après le coup de téléphone, la SAMU n'a pu, malgré de réels efforts, sauver cet ouvrier. Et à peine après le début des soins que la SAMU lui administrait, M. A... est décédé.

Non, ce n'est pas la maladie qui a emporté notre frère algérien. Il est victime de la médecine de classe.

Informations générales

# Amis et camarades, souscrivez et faites souscrire pour que «VIVE L'IDEAL COMMUNISTE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT»

COMMENT SOUSCRIRE POUR QUE LE QUOTIDIEN REMBOURSE SES DETTES

SOIT PAR CHEQUE BANCAIRE, INTITULE «HUMANITE ROUGE», ADRESSE A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT PAR VIREMENT POSTAL, INTITULE «HUMANITE ROUGE» (AU DOS METTRE : POUR LA SOUSCRIPTION), ADRESSE EGALEMENT A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT EN TIMBRES-POSTES (0,60 F DE PREFERENCE).

SOIT ENCORE EN SOUSCRIVANT PRES DE NOS MILITANTS QUI VOUS FOURNIRONT CARTES POSTALES DE SOUTIEN OU CALENDRIER 1976.

Total au 28/1/76	213 305,02 F	3 ouvriers et un empl.	50,00 F	Suppl. à cde PJC	20,00 F	2 empl. symp. de l'HR	
		Suppl. à réabt MMme A	60,00 F	CDHR Cheminots	19,00 F	en timbres	60,00 F
Suppl. à réabt DA	140,00 F	Suppl. à réabt SPH	5,00 F	Pr la dict. du prol.		Un appelé CC	1 000,00 F
Suppl. à réabt MP	3,00 F	CDHR E et L Duau	400,00 F	CDHR J.Staline G	250,00 F		
CDHR P.Yveton O	520,00 F	Suppl. à réabt RM	110,00 F	Mle MR	200,00 F		
						Total au 29/1/76	215 142,02 F

Communiqué du Comité  
contre l'expulsion d'Arfaoui Bechir

VICTOIRE !  
BECHIR NE SERA PAS EXPULSÉ

Bechir Arfaoui, militant ouvrier immigré, ancien gréviste de la faim de Ménilmontant, ne sera pas expulsé.

Après plus de deux mois de lutte, le pouvoir a été obligé de céder. Le 14 janvier, le directeur de la Police générale lui-même a remis à Bechir une lettre reconnaissant officiellement l'abandon de la procédure d'expulsion.

Une victoire importante  
pour tous les travailleurs

— C'est une victoire importante parce qu'elle est la première victoire arrachée sur cette question des expulsions depuis plus d'un an.

— Parce que c'est une victoire totale : le ministère a été obligé de reconnaître officiellement l'abandon de la procédure d'expulsion.

— Parce que c'est une victoire contre la répression qui s'abat aujourd'hui sur tous les militants et travailleurs, immigrés et français.

— Parce que c'est une victoire pour tous les travailleurs. En défendant Bechir, c'est tous les travailleurs que nous défendons.

Seule la lutte paie !

Nous avons gagné parce que nous n'avons pas eu peur de lutter, de nous mobiliser, de nous regrouper et que nous n'avons pas baissé les bras face à la répression. Cette victoire prouve la force de l'unité que nous avons réalisée dans le combat avec les travailleurs en lutte (Mauriciens, Sonacotra...) et entre français et immigrés. Oui, il est possible de gagner contre la répression. Autour de Bechir, nous l'avons prouvé.

Continuons le combat

Cette victoire est un encouragement pour les luttes des travailleurs immigrés. Elle montre la voie à suivre et prépare d'autres victoires contre le chômage, la répression, les expulsions et les divisions entre travailleurs.

A la suite de la victoire obtenue après la campagne contre l'expulsion d'Arfaoui Bechir, une fête est organisée :

SAMEDI 31 JANVIER 1976 A 19 H 30  
55, bd de Belleville 75011 Paris  
Métro : Couronnes, Belleville

PROGRAMME DE LA SOIRÉE  
DE 19 H 30 A MINUIT

- 19 h 30 : musique d'ambiance
- 20 h 30 : musique, chants, sketches, etc.
- 21 h : intervention des «travailleurs en lutte» (Lilas, Panoyaux, coordination Sonacotra, etc.)
- 21 h 30 : pièce de théâtre «Il était une fois l'immigration», jouée par la troupe El Jaliya (composée d'ouvriers qui deviennent acteurs après leur journée de travail)
- 22 h 30 : intervention du «Comité contre l'expulsion d'Arfaoui Bechir», intervention des travailleurs mauriciens.
- 23 h : musique, chants, sketches, etc.

La partie artistique est assurée (selon leurs possibilités) par la troupe El Jaliya, les Griots anti-impérialistes, la troupe «Z», la troupe «Le temps des cerises», Carlos, etc.

MEETING  
de l'Opposition Syndicale Ouvrière  
(OSO) espagnole  
membre du FRAP (Front révolutionnaire  
antifasciste et patriote)  
dimanche 1er février à 16 heures  
salle AGECA  
177, rue de Charonne

Thème central :  
Les luttes de la classe ouvrière espagnole contre la monarchie fasciste, et l'appui que le peuple français doit apporter à ces luttes.

## PÉKIN INFORMATION 1 an — 52 Nos — 21,00 F

Revue chinoise hebdomadaire  
politique et d'information

On trouvera au sommaire du numéro 4 du 26 janvier 1976 notamment :

— Maintenir la ligne fondamentale du Parti — note d'étude sur «De la juste solution des contradictions au sein du peuple».

— Révolution dans l'enseignement.

— Europe occidentale : renforcer l'union.

Disponible aux librairies :

Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris

La Force du Livre, 33, rue R. Leynaud 69001 Lyon

Le Sel de la Terre, 4, rue Maérchal-Foch 22000 St-Brieuc

ou, par correspondance, à :

E-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.

Prix du numéro : 0,70 F

Quelques textes pour étudier

### LA THEORIE MARXISTE-LENINISTE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

La guerre civile en France de Karl Marx  
(éditions de Pékin) ..... 2,55 F

L'État et la révolution de V. Lénine  
(éditions de Pékin) ..... 1,50 F

La révolution prolétarienne et le renégat  
Kautsky de V. Lénine (éditions de Pékin) 1,50 F

En vente aux librairies :

— Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.

— La Force du Livre, 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon.

— Le Sel de la Terre, 4, rue Maérchal-Foch 22000 St-Brieuc.

ou, par correspondance, à :

— E-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.

### ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

RADIO TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	sur 31 et 42 m
16 h	sur 31 et 42 m
17 h	sur 31 et 42 m
19 h	sur 31 et 42 m
21 h	sur 31 et 42 m
22 h	sur 31, 42 et 215 m
23 h	sur 31, 41 et 206 m

RADIO PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 — 20 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
20 h 30 — 21 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
21 h 30 — 22 h 30	sur 42,5 et 45,7 m
22 h 30 — 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9 m

Affiches :

A votre disposition sur commande :

— «On ne négocie pas les licenciements, on les refuse» — 2 couleurs, format 50 x 80 cm.

— «Rassemblement national ouvrier», appel aux travailleurs en lutte pour prendre contact avec l'Humanité rouge pour le 14 février — format 50 x 40 cm.

— «L'Humanité rouge quotidien du soir à Paris, quotidien du matin en province» — format 50 x 40 cm.



TARIFS  
D'ABONNEMENTS

Pli ouvert  
1 mois ..... 32 F  
3 mois ..... 95 F  
6 mois ..... 190 F  
Soutien ..... 300 F

Pli fermé  
1 mois ..... 60 F  
3 mois ..... 180 F  
6 mois ..... 360 F  
Soutien ..... 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE  
No 3022672 La Source.



culturel



## La musique symphonique en Chine

La symphonie révolutionnaire «Chakiapang», inscrite dans le contexte de la guerre de résistance aux envahisseurs japonais, traduit

sentiments des héros et dépeignent leur caractère.

Ces œuvres symphoniques révolutionnaires ont été créées sur la base de la musi-

Après la fondation de la Chine nouvelle, cet orchestre de Yenan, passant par un développement sinueux, est devenu aujourd'hui la société

tations pétrolières, sur les champs des communes populaires comme dans des casernes des unités de l'APL de Chine.



L'orchestre central philharmonique joue «Chakiapang» dans une commune populaire près de Pékin.

les liens inséparables, comme le poisson dans l'eau, entre l'armée révolutionnaire dirigée par le Parti communiste et les masses travailleuses, et les combats livrés par l'armée et le peuple pour anéantir les agresseurs japonais et les troupes fantoches. «La prise de la montagne du tigre», symphonie révolutionnaire, évoque un champ de bataille dans le nord-est de notre pays, pendant la guerre de libération, où un détachement d'une unité de l'Armée populaire de libération de Chine a pénétré dans une forêt vierge et mobilisé les masses pour anéantir les résidus des bandits kuomintaniens. Le concerto pour piano «Le fleuve Jaune», à travers la description du fleuve Jaune, symbole de l'histoire et de la culture de la nation chinoise, chante l'esprit de lutte et l'héroïsme révolutionnaire du peuple chinois dans sa résistance aux agressions étrangères.

### Une forme occidentale adaptée à la Chine socialiste

Par différentes formes d'orchestration — chorus, solos, duos et chœurs sans accompagnement — ainsi que d'autres méthodes d'expression variées, ces œuvres socialistes chinoises retracent l'intrigue du drame, interprètent les idées et les

que théâtrale chinoise et de la musique de chants révolutionnaires. Leur langage musical est le langage national, propre à la Chine, rénové pour s'adapter au contenu révolutionnaire.

Dans l'orchestre, on recourt aussi à des instruments traditionnels chinois tels que king-hou (violon de l'opéra de Pékin), violon à deux cordes, pan-hou (violon avec caisse en forme de bol et couverture en bois) et d'autres instruments à percussion de l'opéra de Pékin, afin d'accroître la couleur nationale du spectacle.

La symphonie, cette forme musicale occidentale, fut introduite en Chine il y a déjà plus de cent ans. Dans l'ancienne société, les classes dominantes réactionnaires, prosternées devant tout ce qui était étranger, s'en servaient toujours pour propager «la civilisation occidentale» et asservir le peuple chinois.

### Le premier orchestre révolutionnaire symphonique de Chine

Dans le territoire libéré par le Parti communiste chinois, les musiciens révolutionnaires fondèrent en 1946, à Yenan, le premier orchestre révolutionnaire de Chine.

philharmonique centrale qui compte un orchestre de 100 musiciens et une chorale de 120 chanteurs. La société philharmonique de Changhaï, d'une envergure semblable, fut créée à son tour. Mais sous le contrôle de la ligne de Liou Chao-chi en matière de littérature et d'art qui encourageait une vénération aveugle pour la littérature classique chinoise et étrangère, ces sociétés philharmoniques ne firent qu'exécuter, pendant une longue période, des œuvres symphoniques étrangères.

En 1964, à la lumière de la ligne révolutionnaire du président Mao en matière de littérature et d'art, et encouragés par la victoire de la Révolution dans l'opéra de Pékin, les musiciens de la société philharmonique centrale ont engagé la révolution dans la musique symphonique. Ils ont créé et exécuté la symphonie révolutionnaire «Chakiapang». Ensuite, «La prise de la montagne du tigre», due à la société philharmonique de Changhaï, a vu aussi le jour.

Aujourd'hui, la société philharmonique centrale, celle de Changhaï et d'autres grandes sociétés de Chine ont joué les symphonies révolutionnaires et d'autres œuvres musicales dans les grandes aciéries, des exploi-

## Projection exceptionnelle d'anciens films de Joris Ivens

Mardi 3 février 1976

à l'université de Vincennes, route de la Tourelle, Paris 12<sup>e</sup> (Bois de Vincennes) — Métro : Château de Vincennes, avec correspondance par bus, deux séances (gratuites) seront consacrées à la projection des quatre films de Joris Ivens :

- BORINAGE (1932)
- A VALPARAISO (1961)
- LE MISTRAL (1962)
- LE CIEL-LA TERRE (1965)

à 10 h. salle F 013 (bâtiment F — rez-de-chaussée)  
à 19 h 30 — amphi 2 (bâtiment à droite en entrant)

Nous soulignons l'intérêt exceptionnel de cette rétrospective, dont le contenu nous semble excellent pour permettre, notamment aux jeunes générations, la précieuse connaissance de l'œuvre cinématographique prolétarienne du grand cinéaste Joris Ivens.

Avec la réparation sur les écrans parisiens de «Terre d'Espagne», ces séances constitueront une précieuse préface à la sortie prochaine des 5 longs métrages de Joris Ivens et Marcelline Loidan sur la vie en République populaire de Chine.

Ces projections du 3 février sont organisées par le cours «Cinéma documentaire» du département cinéma de l'université de Vincennes.

Le Centre culturel irakien à Paris et l'Association de solidarité franco-arabe présentent pour la première fois en France LA TROUPE NATIONALE D'IRAK — 70 danseurs, musiciens et chanteurs.

mardi 10 février 1976 à 21 heures  
au Palais des Congrès (Porte Maillot)

Réservation ASFA — 12-14, rue Augereau 75007 Paris. Tel : 555-27-52 et 705-81-45. Places : 1<sup>ère</sup> série 20 F ; 2<sup>e</sup> série 15 F ; étudiants 10 F.

### Vu par «Hosteni»

(revue politique, satirique et humoristique albanaise)

Même quand il ne lui reste plus qu'une seule dent dans la gueule, l'impérialisme reste agressif.



# L'Humanité Rouge

enquête

## suppressions d'emplois aux PTT les auxiliaires seront les plus touchés

Lénine au cours de la première guerre mondiale, faisait observer que sans étudier la nature économique de l'impérialisme, question-clé, «il est impossible de rien comprendre à ce que sont la guerre d'aujourd'hui et la politique d'aujourd'hui» (1).

La trahison des dirigeants social-fascistes du PCF-CGT, Georges Frischmann en tête, alliés pour l'occasion à FO lors de la dernière grève des PTT (oct. nov. 74) devait permettre à la bourgeoisie la poursuite de la mise en place de son plan «de modernisation» des services postaux.

Après avoir réorganisé le Téléphone et les Chèques postaux (suppression aux Chèques de la moitié des effectifs, non réemploi du personnel en disponibilité : soit 10 000 personnes) elle entreprend de façon active la réorganisation de la poste.

Ce n'est pas le petit travail tranquille selon l'expression consacrée. En fait c'est une entreprise de transport. Elle utilise pour l'acheminement du courrier, des journaux, des imprimés, des colis, etc. des moyens divers qui vont du piéton à l'aviation intérieure et internationale. Ces services sont bien plus importants que les guichets auxquels on se limite couramment (c'est comme si à la SNCF on ne voyait que les guichets où l'on vend les billets). Où il y a transport, il y a forcément tri. Car des objets divers provenant de directions différentes et allant dans d'autres destinations sont regroupés puis divisés de nouveau, ce qui nécessite un tri (la SNCF a ses gares de triage ; pour le transport en général cela se fait dans les entrepôts). Comme les objets sont peu volumineux, le tri se fait manuellement (pour les objets volumineux cela peut se faire au fenwick, au pont roulant, etc.). Marx soulignait déjà le fait que la poste est une entreprise de transport :

«L'industrie des transports, dit Marx, a une importance économique qu'il s'agisse du transport proprement dit des marchandises et des hommes ou de simple transmission de communications, lettres, télégrammes, etc. (...) La valeur d'échange de cet effet utile est déterminée, comme celle de tout autre marchandise, par la valeur des éléments de productions consommés en lui (force de travail et moyens de production) en ajoutant la plus-value créée par le surtravail des ouvriers occupés dans l'industrie des transports.» (2)

Les postiers ne sont donc pas des petits bourgeois (thèse révisionniste), ni des employés, etc., ce sont des prolétaires, travaillant dans des centres industriels importants, regroupant parfois plus de 2 000 personnes comme au centre de tri PLM (gare de Lyon) ou à la Recette principale, rue du Louvre à Paris.

**LA POSTE : UNE ENTREPRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT**

D'abord organisée avec un travail essentiellement manuel, elle passe actuellement au stade de la grande industrie c'est-à-dire au stade de la mécanisation.

Toute la réorganisation actuelle est vue pour réaliser une automatisation plus poussée du tri, une mécanisation accrue ainsi qu'une concentration au niveau de la distribution (chaînes pour le transbordement et le tri des sacs, machines à trier, tournées motorisées, cindex, etc.). Ceci aura pour conséquence une nouvelle division du travail, d'où un éclatement des gros centres de tri et une



Manifestation des postiers à Paris pendant la grève d'octobre novembre 1974.

réimplantation des locaux. Tout ceci est complété par une réorganisation financière et administrative (séparation des directions : postes, services financiers et téléphones).

Le courrier autrefois centralisé dans les bureaux-gares sera désormais trié au départ.

Les centres de tri seront installés, puis mécanisés près des grandes entreprises, des villes moyennes, en banlieue, etc., c'est-à-dire partout d'où part un volume suffisant de courrier susceptible de justifier un centre de tri automatique.

Rappelons que plus de 90 % du courrier vient des entreprises (journaux, imprimés, quittances de l'EDF, banques, ventes par correspondance, etc.), le courrier de particulier à particulier représentant seulement 7 % du trafic.

On préfère automatiser de petits centres, plutôt que de conserver la centralisation actuelle qui correspondait mieux à un travail essentiellement manuel.

Il ne subsistera donc dans les anciens centres de tri, que du tri de liasse (paquets de lettres déjà triées et ficelées ensemble), et du tri de sacs ; plus quelques activités secon-

dares et locales. A moins qu'ils ne disparaissent totalement comme le nôtre, Paris-Clignancourt.

Par cette réorganisation, la poste capitaliste va investir dans les secteurs les plus rentables : courrier mécanisable ou à fort affranchissement (lettres recommandées, valeurs déclarées, express, etc.) et passer en sous-traitance les secteurs moins rentables.

En conservant le contrôle financier (émission des timbres-postes, relevage des machines à affranchir, fixation des tarifs, etc.), le monopole d'Etat peut s'étendre en s'associant un certain nombre de PME, à qui il laisse un taux de profit moindre sur un capital qu'il n'a pas à investir (transport privé, compagnies de nettoyage des locaux, routage, etc.)

Tout ceci n'a qu'un but, accroître ses profits. La mécanisation entraîne une masse accrue de capital constant (machines, etc.), et accentue la dépendance de la poste vis-à-vis du fabricant de ce matériel (ex. IBM aux Chèques postaux, ITT, Thomson, Eriksonn aux Téléphones...)

«La production capitaliste est essentiellement production de moyens de production» (3).

**DEUX POLITIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT**

La bourgeoisie monopoliste française, tout en développant la poste, ménage les intérêts des trusts qui l'utilisent (tarifs préférentiels) ou qui lui fournissent du matériel (marchés préférentiels), dans le cadre de ses intérêts nationaux.

Les révisionnistes quant à eux cherchent à résoudre les problèmes posés par la dépendance accrue de la poste vis-à-vis des autres monopoles et des entreprises sous-traitantes. Pour cela ils avancent les mots d'ordre : «Maintien du "service public"», «Non à la privatisation», «ITT, Thomson n'auront pas les Téléphones».

En fait, ils rêvent de résoudre la concurrence entre les différents monopoles d'une part, et les monopoles et les PME d'autre part, en réalisant une concentration accrue sous la forme du capitalisme monopoliste d'Etat au niveau intérieur ; leur vrai mot d'ordre est : les Téléphones auront ITT et Thomson. Marx disait déjà : «la concurrence engendre le monopole» ; et elle engendre aussi les contradictions entre les différents Etats impérialistes par une annexion militaire pure et simple pour étendre à la France leur sinistre «division internationale du travail».

**LUTTONS RESOLUMENT CONTRE LES LICENCIEMENTS**

Les postiers ne choisiront ni l'une ni l'autre des deux solutions de la bourgeoisie monopoliste.

La conséquence immédiate pour les travailleurs des PTT c'est une réduction dans un premier temps (jusqu'à début 77) du nombre d'auxiliaires de 75 000 à 50 000, c'est-à-dire 25 000 en moins, et pour les titulaires les mutations d'office et l'aggravation de l'exploitation.

On nous promet bien sûr que nous serons reclassés ou titularisés après 4 ans d'ancienneté (ce qui ferait pour la région parisienne 220 nouveaux titulaires).

Les révisionnistes nous promettent le Programme commun et pourraient nous dire : il vaut mieux 2 millions de chômeurs que 20 millions (population active).

En fait ils ne visent qu'à cogérer la crise sur notre dos, allant jusqu'à demander une place au conseil d'administration du BUMIDOM (4) (résolution du dernier congrès CGT des PTT).

Mais que tous ces traîtres et exploités sachent comme disait un ouvrier du bâtiment à son PDG : «Ne profitez pas trop de la crise, car sinon je vous casse la gueule».

Mais l'impérialisme n'abandonnera jamais de lui-même son couteau de boucher. C'est par la force qu'il faudra lui imposer. Les postiers disent : Pas un seul licenciement !

Il n'y a qu'une seule solution : la révolution prolétarienne instaurant la dictature du prolétariat sur les anciens exploités, et garantissant l'indépendance nationale.

*Les communistes marxistes-léninistes de Paris-Clignancourt*

(1) Lénine : L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme.

(2) K. Marx : Le Capital — livre 2, tome 1, page 52 — Éditions sociales 1952.

(3) Lénine : Le Développement du capitalisme en Russie.

(4) Bureau de la main d'œuvre pour les travailleurs venant des prétendus Départements d'Outre-Mer.